Jean Vercherand, *Le travail, un marché pas comme les autres*

2006, Presses Universitaires de Rennes, collection « sociétés », Rennes,
203 p., ISBN : 2-7535-0270- 6

Jean-Marc Boussard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/759>

DOI : 10.4000/economierurale.759

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 2 mai 2006

Pagination : 79-80

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Jean-Marc Boussard, « Jean Vercherand, *Le travail, un marché pas comme les autres* », *Économie rurale* [En ligne], 292 | Mars-avril 2006, mis en ligne le 13 novembre 2009, consulté le 21 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/759> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.759>

 Jean VERCHERAND

Le travail, un marché pas comme les autres

 2006, Presses Universitaires de Rennes,
collection « sociétés », Rennes, 203 p.

 ISBN : 2-7535-0270-6

Les économistes néoclassiques à la mode imaginent volontiers le marché du travail comme parfait, avec une courbe de demande, qui correspond à la productivité marginale de ce facteur de production dans un état donné des techniques, et une courbe d'offre, qui traduit le « goût de la société pour le loisir », le travailleur moyen mettant en balance les avantages du farniente et ceux de la rémunération qu'il est possible d'obtenir en travaillant. Dans ces conditions, tout abus de réglementation ne peut que fausser le « juste salaire », et conduire à une situation « sous optimale ». C'est en particulier pour cette raison, parce que les salaires sont trop élevés, que nous souffrons du chômage.

Jean Vercherand, bien sûr, prend le contre-pied de cette vision idyllique. Sa critique de la position néoclassique est articulée sur deux axes : d'un côté, il y a la vieille critique keynésienne, selon laquelle la productivité du travail dépend de la demande finale, laquelle dépend aussi du prix du travail, de sorte que la question ne peut se traiter que dans le cadre d'un équilibre général ignoré par le raisonnement précédent ; de l'autre, comme le faisait déjà remarquer Adam Smith, il existe une très forte asymétrie entre le demandeur d'emploi et l'employeur : ce dernier « peut attendre », tandis que le temps joue contre le premier. Pour remédier à cette situation, ouvriers et patrons créent des syndicats. Ceux-ci discutent alors dans le cadre d'oligopoles bilatéraux, qui n'ont plus rien à voir avec des marchés concurrentiels, et dont l'existence même justifie le droit du travail et l'intervention de l'État.

Le livre, un peu touffu, est organisé autour de ces deux idées, avec, d'abord, un historique assez fascinant de la « question sociale » du XIX^e siècle à nos jours, puis d'assez longues considérations théoriques qu'il est difficile de résumer autrement que cela vient d'être fait. On se bornera à noter les références abondantes à deux auteurs aujourd'hui bien injustement oubliés, Karl Marx et Joseph Schumpeter. On notera aussi que la question n'est pas seulement celle du volume d'emploi global – qui dépend essentiellement de la démographie – mais aussi de la durée légale du travail, qui joue en pratique un rôle majeur comme variable d'ajustement.

Les recommandations pratiques qui découlent de ces analyses sont d'abord d'indexer les salaires sur la productivité moyenne du travail, seul moyen d'éviter les crises cycliques qui ont perturbé le XIX^e siècle, qui avaient disparu dans la seconde moitié du XX^e « plus à cause des négociations collectives que des politiques keynésiennes », et qui ressurgissent en ce début du XXI^e siècle justement à cause de la disparition de ces garde-fous. Ensuite, il faut « partager le travail » en réduisant sa durée légale.

Avec une durée légale qui ne couvre pas la totalité des besoins en situation de plein emploi, il faut recourir à des heures supplémentaires. En attribuant à celles-ci une rémunération sensiblement plus élevée que celle des heures « dans la durée légale », on aurait un marché du travail assez harmonieux, qui concilierait plein emploi, liberté de choix pour tous (les heures de travail en heures supplémentaires ne seraient pas obligatoires), et efficacité allocative (le coût marginal du travail serait bien égal à sa productivité marginale).

De telles propositions sont discutables, et seront discutées. Leur principale faiblesse vient probablement de la réduction abstraite du travail à un bien homogène et fongible. En réalité, chaque salaire est un

cas particulier, la rémunération non seulement du temps que le salarié consacre à l'entreprise, mais encore du « capital humain » constitué par l'expérience et la formation de l'intéressé. Par ailleurs, il existe aussi – en agriculture en particulier – des situations où la productivité du travail est très variable d'une saison à l'autre, de sorte que la notion de « durée légale annuelle » ne correspond plus à rien.

On regrettera aussi que l'auteur n'ait pas envisagé des situations extrêmes qui auraient pu conforter ou infléchir son raisonnement, par exemple l'esclavage, qui est une autre façon de répartir la valeur ajoutée entre travail et capital, et qui ne peut être ignoré par une théorie à prétention universelle.

Par ailleurs, il ne tient pas compte des différences de mode de vie : aujourd'hui, avoir un emploi, c'est souvent passer une à deux heures par jour dans le métro ou les embouteillages, ce qui allonge sensiblement le temps durant lequel l'employé n'est pas libre de ses loisirs. Par contraste, le compagnon du Moyen Âge, qui travaillait onze heures par jour, durant ce temps, était généralement logé, blanchi et nourri. Il n'est pas sûr que son temps réellement libre ait été tellement moins

grand que celui du prolétaire contemporain. Il est aussi dommage que ne soit pas mentionnée la théorie malthusienne du salaire : le niveau qui permet juste la survie du travailleur marginal, ce qui implique autour de ce dernier l'existence d'une « armée de réserve » destinée à mourir de faim, ajustant par là l'offre à la demande (une situation que l'on peut observer en Afrique actuellement).

Enfin, l'auteur n'envisage pas un aspect pourtant essentiel du travail, celui de l'insertion du travailleur dans la société : avoir un emploi est bien plus que gagner un salaire. C'est aussi avoir une place dans le tissu social. C'est bien ce qui manque au chômeur et même souvent au retraité, quand bien même ceux-ci n'ont pas d'inquiétude pour leur subsistance.

Quoi qu'il en soit, même avec ces défauts ou ces manques, ce livre est extrêmement stimulant, à la fois du fait de l'érudition de l'auteur (qui a lu tous les grands classiques, et même les marginaux), d'un point de vue original et « différent », même si on peut ne pas le partager, et d'une liberté totale vis-à-vis des idéologies, qui en fait une lecture rafraîchissante au plus haut degré. ■

Jean-Marc BOUSSARD